



N° 84-2015

Document mis
en distribution

Le 13 AOUT 2015

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le 13 août 2015

RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT INSTITUTION D'UN RÉGIME D'EXONÉRATION
DE COTISATIONS SOCIALES DES CONTRIBUTIONS PATRONALES AU FINANCEMENT
DE RÉGIMES DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRES
DES TRAVAILLEURS SALARIÉS,**

présenté au nom de la commission de la santé et du travail

par M^{me} Sylvana PUHETINI,

*Représentante à l'assemblée de la Polynésie française,
Rapporteur du projet de loi du pays.*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4512/PR du 31 juillet 2015, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant institution d'un régime d'exonération de cotisations sociales des contributions patronales au financement de régimes de retraite et de prévoyance complémentaires des travailleurs salariés.

Le régime de retraite applicable aux salariés en Polynésie française ne prévoit qu'un régime de base obligatoire dit « tranche A »¹ complété par un second régime de retraite tranche B institué en 1995². Il s'avère que certains employeurs, en Polynésie française, en dehors de toute obligation réglementaire, participent à la constitution de droits à retraite complémentaire au bénéfice de leurs salariés.

Ces prestations de retraite complémentaire sont gérées par des institutions paritaires (ex : AGIRC et ARRCO) et reposent sur une cotisation obligatoire répartie entre employeurs (60 %) et salariés (40 %) du secteur privé.

Conformément à la réglementation applicable en Polynésie française et à la jurisprudence, la part patronale versée par l'employeur à ces régimes de retraite complémentaire doit être intégrée dans l'assiette des cotisations sociales.

Pour rappel, l'assiette de cotisations est le montant global des rémunérations sur lequel les cotisations sont calculées. Ainsi, les cotisations dues auxquelles tout employeur est soumis sont assises sur l'ensemble des rémunérations versées aux travailleurs, dans la limite des plafonds réglementaires.

Sont considérées comme rémunérations toutes les sommes versées aux travailleurs en contrepartie ou à l'occasion du travail, notamment les salaires ou gains, les indemnités, le montant des retenues pour cotisations ouvrières, les primes, les gratifications et tout autre avantage en nature ou en espèces³. Cette définition ne supporte aucune dérogation dans la réglementation applicable en Polynésie française.

Cette intégration dans l'assiette des cotisations sociales vient donc alourdir le coût du travail et génère des dépenses supplémentaires conséquentes à la charge de ces employeurs qui consentent cet effort contributif non obligatoire.

Par ailleurs, le renforcement de la couverture sociale des salariés peut également se concrétiser via la mise en place de garanties de prévoyance qui complètent les prestations servies par les différentes « branches » du régime des salariés (*risques majeurs comme l'invalidité ou le décès*). En effet, l'intervention du régime de base ne suffit pas pour assurer un niveau de revenu suffisant au salarié et sa famille.

La mise en place d'un régime de prévoyance dans l'entreprise résulte d'une convention collective, d'un accord de branche, d'un accord au niveau de l'entreprise ou du groupe, voire d'une décision unilatérale de l'employeur.

Pour rappel, un régime collectif de prévoyance s'inscrit dans une relation triangulaire :

- l'employeur s'engage vis-à-vis des salariés et, à ce titre, souscrit un contrat d'assurance,
- l'organisme assureur couvre le risque, en contrepartie de l'encaissement des cotisations,
- les salariés sont les bénéficiaires.

Afin de préserver ces droits à retraite et à prévoyance complémentaires, dont le bénéfice reste encore minoritaire en Polynésie française, il est proposé d'instituer le principe de l'exclusion de l'assiette des cotisations sociales, des contributions auxquelles sont assujettis les employeurs pour le financement des prestations complémentaires de retraite et de prévoyance (*dont la maladie*).

¹ Délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française

² Délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés

³ Arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales des établissements français de l'Océanie

Cette exonération n'est réservée qu'aux régimes complémentaires remplissant les trois conditions cumulatives :

- le contrat d'assurance collective doit être souscrit auprès d'un organisme assureur, une mutuelle ou une institution de prévoyance ou de retraite complémentaire,
- le régime doit avoir été institué par voie de conventions, accords collectifs ou décision unilatérale de l'employeur (*constatée dans un écrit remis à chaque intéressé*),
- le régime doit être obligatoire et bénéficier à titre collectif à l'ensemble des salariés ou à une partie d'entre eux en vertu de dispositions de nature légale ou réglementaire.

À défaut de remplir ces trois conditions, le régime n'est pas éligible à cette exonération sociale. La Caisse de prévoyance sociale sera fondée, en cas de contrôle, à réintégrer le montant des contributions patronales à l'assiette des cotisations sociales.

Le présent projet de loi du pays prévoit également que ce régime d'exonération n'est pas applicable aux contributions qui se substituent en tout ou partie à d'autres éléments de rémunération versées aux salariés dans les douze mois précédant le versement desdites contributions. En effet, il est nécessaire de respecter le principe selon lequel les contributions patronales destinées au financement de ces régimes complémentaires ne doivent pas se substituer à d'autres éléments de rémunération.

Afin d'éviter que le régime d'exonération sur les avantages complémentaires de retraite et de prévoyance ne soit, par effet d'aubaine, l'occasion de soustraire de l'assiette de cotisations sociales une part trop importante de la rémunération versée au salarié, il est préconisé d'introduire des plafonds fixés par arrêté en conseil des ministres, tenant compte de l'origine des prestations servies.

Enfin, le projet prévoit, en corolaire, une adaptation des dispositions du code du travail se rapportant à l'assiette de calcul de la contribution due par tout employeur pour participer au financement des actions de formation continue, laquelle se rapporte à l'assiette des cotisations sociales du régime des salariés.

* * * * *

Tel est l'objet du projet de loi du pays ci-joint que le rapporteur propose à ses collègues l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de la santé et du travail, d'adopter.

LE RAPPORTEUR

Sylvana PUHETINI



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION BUDGÉTAIRE

LOI DU PAYS

(NOR : DPS1520386LP)

portant institution d'un régime d'exonération de cotisations sociales des contributions patronales au financement de régimes de retraite et de prévoyance complémentaires des travailleurs salariés

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Travaux préparatoires :

- Avis n° 271(2015)/HCPF du 21 avril 2015 du haut conseil de la Polynésie française ;
 - Avis n° 23/2015/CESC du 16 avril 2015 du conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
 - Arrêté n° 1038 CM du 31 juillet 2015 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
 - Examen par la commission de la santé et du travail le 13 août 2015 ;
 - Rapport n° 84-2015 du 13 août 2015 de M^{me} Sylvana PUHETINI, rapporteur du projet de loi du pays ;
 - Adoption en date du 8 octobre 2015 ;
-

Article LP 1.- Après l'alinéa 1^{er} de l'article 19 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales des établissements français de l'Océanie, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Sont exclues de l'assiette des cotisations sociales les contributions mises à la charge des employeurs en application d'une disposition légale ou réglementaire ou par voie de conventions, d'accords collectifs ou de décision unilatérale de l'employeur constatée par écrit et remis par celui-ci à chacun des intéressés, qui sont destinées au financement de prestations de retraite et de prévoyance dont la maladie, complémentaires de celles du régime des salariés polynésien, lorsque ces prestations sont servies par un organisme assureur, une mutuelle ou une institution de prévoyance ou de retraite complémentaire, revêtent un caractère obligatoire pour le salarié et bénéficient à titre collectif à l'ensemble des salariés ou à une partie d'entre eux en vertu de dispositions de nature légale ou réglementaire.

Cette exclusion n'est pas applicable aux contributions qui se substituent en tout ou partie à d'autres éléments de rémunération versés aux salariés dans les douze mois précédant le versement desdites contributions.

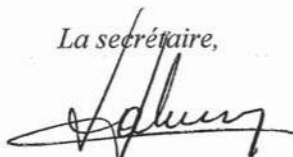
Les contributions mises à la charge des employeurs prévues aux alinéas précédents sont exclues de l'assiette des cotisations sociales dans la limite des plafonds fixés par arrêté pris en conseil de ministres, et en fonction des prestations servies. »

Article LP 2.- L'article Lp. 6321-3 du code du travail de la Polynésie française est rédigé ainsi qu'il suit :

« La contribution visée à l'article Lp. 6321-2 du code du travail de la Polynésie française est assise sur l'ensemble des rémunérations retenues pour le calcul des cotisations sociales du régime des salariés. »

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 8 octobre 2015

La secrétaire,


Loïs SALMON-AMARU

La présidente de séance,


Vaiata PERRY-FRIEDMAN